

Bulletin du FMI

LE RÔLE DE FINANCEMENT DU FMI

Le FMI s'apprête à revoir les modalités de ses concours financiers

Ulric Erickson von Allmen

Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI

9 octobre 2008

- La croissance des liquidités mondiales signifie que les besoins de financement de la balance des paiements sont limités
- Grâce à un meilleur accès aux marchés de capitaux privés, les besoins des pays à faible revenu évoluent
- De nouveaux instruments de prêt sont conçus pour combler les éventuelles lacunes dans l'éventail qu'offre le FMI

Le FMI a entamé une réflexion sur son rôle de financement auprès des pays membres. Il souhaite en effet veiller à ce que ses instruments répondent aux besoins des pays membres à l'heure où les flux financiers transfrontaliers gagnent en importance et en complexité.

Le 22 septembre dernier, le Conseil d'administration du FMI a eu un premier débat sur le rôle du financement de l'institution. À cette occasion, le Directeur général, Dominique Strauss-Kahn a estimé que «bien que le FMI ait démontré sa capacité d'adaptation au changement, nos instruments de prêt sont manifestement fondés sur un modèle qui ne correspond peut-être plus aux besoins d'un grand nombre de pays membres».

Diminution de la demande de ressources du FMI

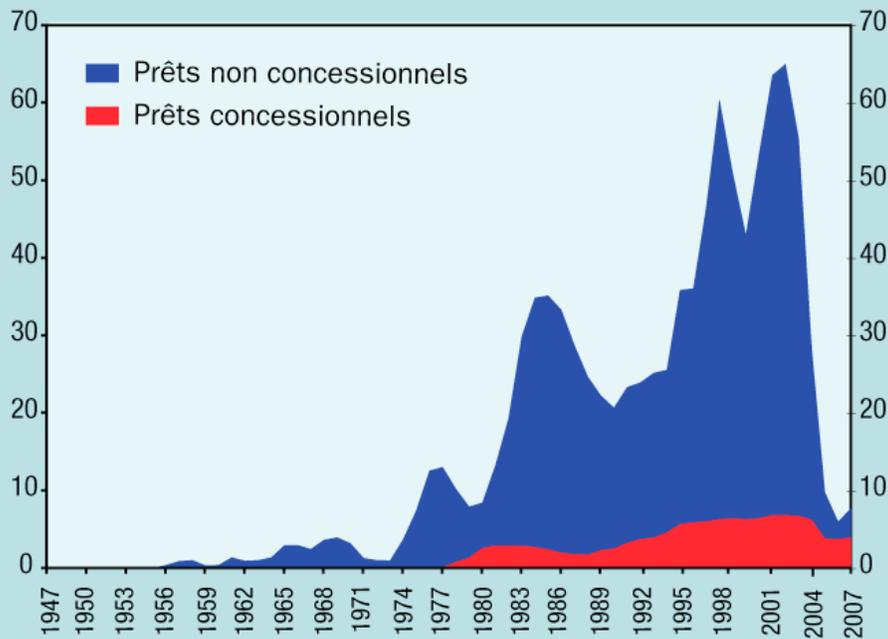
La demande des ressources générales du FMI a considérablement diminué ces dernières années, la demande de prêts dans le cadre des programmes destinés aux pays à faible revenu ayant, quant à elle, enregistré un repli plus modeste (voir graphique). Y a-t-il là un problème? Les économistes ont des avis partagés sur la question.

Certains y voient un signe de réussite. Durant ces dernières années, grâce à l'abondance des liquidités mondiales et à l'essor de la croissance, les besoins de financement du FMI à l'appui de la balance des paiements ont été limités. Cela étant, selon eux, le FMI reste l'institution internationale de choix pour fournir et coordonner des concours financiers en cas de crise.

Évolution des prêts du FMI

Les prêts du FMI ont diminué fortement ces dernières années, en grande partie à cause de la situation conjoncturelle favorable.

(milliards de DTS, fin de période)



Source : FMI.

D'autres sont moins optimistes, estimant que de nombreux pays membres semblent rejeter le FMI et cherchent d'autres solutions pour satisfaire leurs besoins de balance des paiements, par exemple promouvoir des mécanismes de mise en commun des réserves et de financement à l'échelle régionale, accumuler des réserves de change substantielles, envisager des prêts et des financements conditionnels d'autres institutions financières internationales, et recourir à des échanges bilatéraux pour assurer la liquidité en devises. Ils estiment que les instruments de financement du FMI n'offrent pas aux pays membres les services dont ils ont besoin, sont assortis d'une conditionnalité trop importante, fournissent trop peu de financement à un coût élevé et envoient des signaux négatifs au public et aux marchés («discrédit»).

La raison d'être des prêts du FMI aujourd'hui

Par ses prêts, le FMI continue de fournir un bien public international important, à savoir préserver la stabilité de la balance des paiements et un système ouvert de commerce international, et réduire la probabilité que les crises se propagent d'un pays à l'autre par la contagion financière et les répercussions d'ajustements désordonnés. On ne peut pas compter sur le secteur privé et les pays pour fournir ce bien public.

Un certain nombre de questions ont été examinées lors de la réunion du Conseil d'administration :

Pour quelles raisons le FMI devrait-il accorder un prêt? Les concours financiers du FMI ne peuvent être engagés que sur la base d'un besoin effectif ou potentiel de la balance des paiements, mais les crises de la balance des paiements peuvent trouver leur origine dans une perturbation d'ordre budgétaire ou bancaire nationale. Les économistes du FMI se demandent si la définition même d'un besoin de la balance des paiements devrait être repensée en fonction de la mondialisation financière.

Quel devrait être le rôle de la conditionnalité? La plupart des prêts du FMI sont décaissés en tranches et sont assortis d'une conditionnalité de façon à veiller à ce que les problèmes soient résolus sans mettre en danger la prospérité nationale ou internationale, et à limiter les risques pour le FMI, mais comme les pays membres renforcent leurs politiques économiques et accèdent plus facilement aux marchés, leur besoin d'aide échelonnée traditionnelle a diminué, alors que leur besoin de soutien pour faire face à des chocs qui pourraient s'auto-corriger et maintenir la confiance des investisseurs a augmenté.

Le document propose trois autres méthodes qui pourraient être envisagées au lieu de la conditionnalité traditionnelle dans certains cas :

- Recourir à des tests d'admissibilité sélectifs et au suivi uniquement lors des revues plutôt que la politique actuelle des tests périodiques standard et des critères de réalisation.
- Accorder une aide sous forme de prêts purs et simples au lieu de prêts décaissés en tranches, en fonction des antécédents et des politiques actuelles du pays concerné.
- Utiliser des garanties au lieu de la conditionnalité, repenser les instruments de prêt du FMI.

Le document recense plusieurs possibilités pour de nouveaux programmes de prêts, chacun étant conçu pour combler des lacunes dans la gamme d'instruments dont dispose aujourd'hui le FMI.

- *Un instrument de signalisation pure.* Le FMI pourrait envisager de mettre l'[instrument de soutien à la politique économique](#) (ISPE) à la disposition de tous ses pays membres, ou de créer un instrument de signalisation similaire à l'ISPE pour les pays à revenu intermédiaire.
- *Un instrument de prévention des crises.* Le FMI envisage depuis un certain temps la création d'un nouvel instrument de liquidité. On a parlé provisoirement d'une ligne de crédit à accès rapide. Par ailleurs, deux administrateurs du FMI ont proposé une ligne de crédit pour la stabilité financière. Ces instruments seraient conçus spécifiquement pour renforcer les défenses des pays face à une crise du compte de capital. Si l'on s'accorde en général sur les caractéristiques importantes d'un nouvel instrument de liquidité, les progrès tardent pour diverses raisons, notamment la résolution du problème du «premier bénéficiaire» (les pays craignent que les marchés interprètent un engagement à souscrire à une aide conditionnelle

comme un signe de problèmes imminents) et la crainte de créer un instrument qui ne sera pas utilisé.

- *Un instrument de liquidité à court terme.* Les pays membres plus avancés du FMI peuvent faire face à des turbulences lorsqu'ils ont besoin de liquidités en devises à bref délai. Ils recourent généralement à des échanges de devises avec d'autres banques centrales. Jusqu'à présent, le FMI n'a joué aucun rôle dans ces transactions, mais pourquoi pas? Le FMI pourrait mettre en place une facilité de liquidités à court terme à décaissement rapide qui serait à la disposition des pays présentant des antécédents et des cadres d'action très solides.

- *Une facilité «discrète».* Enfin, le FMI pourrait-il accorder un financement sans annonce publique à cet effet? Une telle facilité irait à l'encontre de la tendance générale à une plus grande transparence au sein du FMI et parmi les pays membres, mais elle réduirait le discrédit auquel donne lieu les prêts du FMI et qui pourrait empêcher les pays de solliciter une aide de l'institution.

Les économistes du FMI ont évoqué aussi la possibilité d'éliminer, ou du moins de réformer, les programmes de prêts rarement utilisés, dont la facilité de réserve supplémentaire, le mécanisme de financement compensatoire et le mécanisme élargi de crédit.

Aider les pays à faible revenu

La [facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance \(FRPC\)](#) est largement utilisée et restera un élément essentiel de l'action du FMI dans les pays à faible revenu. Ces pays reçoivent aussi un soutien à leur politique économique et une indication de leur qualité au titre de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE), qui ne s'accompagne d'aucun prêt. Cependant, comme davantage de pays à faible revenu ont accès aux marchés de capitaux privés, ils auront sans doute plus besoin d'un appui à court terme à leur balance des paiements, de conseils et de signaux à destination des marchés.

Face à la montée des prix mondiaux des denrées alimentaires et des matières premières, le Conseil d'administration a décidé le 19 septembre de modifier la [facilité de protection contre les chocs exogènes](#) (FCE) pour faciliter une aide rapide du FMI. Toutefois, les pays à faible revenu font face aussi à des besoins de balance des paiements à court terme qui sont d'origine nationale. Comme ces besoins de financement ne relèvent pas de la FCE, qui est conçue pour faire face à des chocs extérieurs uniquement, le FMI pourrait envisager des accords de confirmation pour les pays à faible revenu. Les accords de confirmation, en place depuis 1952, constituent le mécanisme le plus utilisé du FMI.

Prochaines étapes

«Il est essentiel que le FMI dispose d'une solide fonction de prêt qui répond aux besoins de nos pays membres. Donner confiance aux pays membres en mettant les ressources du FMI à leur disposition, comme prévu dans les Statuts, est et doit être un objectif fondamental de l'institution», a déclaré M. Strauss-Kahn lors de la réunion du Conseil d'administration. Pour que le FMI remplisse ce rôle, il est clair qu'une réforme est nécessaire.

Il ne sera pas donné suite à toutes les idées qui sont examinées dans le document des services du FMI. Les lignes directrices pour l'année à venir sont au nombre de cinq : établir un cadre analytique pour les prêts du FMI, faire avancer les travaux sur un nouvel instrument de prévention des crises, examiner les limites d'accès et les modalités de financement pour l'utilisation des ressources du FMI, réexaminer l'usage de la conditionnalité et envisager la création d'instruments de prêt pour les pays membres à faible revenu.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org